RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT D'INDRE ET LOIRE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

2e CIRCONSCRIPTION

UNION DE LA MAJORITÉ



Jean DELANEAU

Député sortant

Vice-Président du Conseil Général,

Maire de CHATEAU-RENAULT

Candidat de l'Union de la Majorité



Suppléante :

Simone CLÉROUIN

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

UN CHOIX DECISIF QUI ENGAGE VOTRE AVENIR

Vous allez, les 12 et 19 mars prochains, élire votre député, mais aussi faire un choix important et grave pour l'avenir de notre pays. Chacune et chacun devra prendre sa décision non pas en fonction des slogans plus ou moins alléchants brandis par les uns ou les autres, mais en réfléchissant aux conséquences de ces promesses ou de ces tactiques politiciennes, sur l'économie, les institutions, les libertés, le véritable progrès social.

Exerçant le mandat de député depuis 1974 — année de la crise — je n'ai pas honte du bilan de cette législature qui, malgré les difficultés, a permis déjà un certain nombre de réformes rendues indispensables par l'évolution de notre société, et a procuré une amélioration de la situation des plus démunis de nos concitoyens. Comme vous, **nous considérons que cela ne suffit pas.** Nous disons **« OUI AU CHANGEMENT »**, qui doit amener encore plus de progrès et de justice dans le domaine social, fiscal, et donner davantage de responsabilités aux citoyens dans les affaires qui les concernent. Mais nous disons **« NON A L'AVENTURE »** où ceux qui, pour accéder au pouvoir dont ils se sont bien souvent écartés eux mêmes depuis vingt ans, essaient de capter les voix des électeurs par la surenchère des promesses, alors qu'ils ne l'établiront qu'après les élections. Ils vous demandent un chèque en blanc.

Pour notre part, nous ne céderons pas à la tentation de la démagogie. Nous nous en tenons aux **objectifs d'action pour les libertés et la justice** définis le 7 janvier dernier par le gouvernement, dont le coût — 22 milliards — **peut être supporté par notre économie.**

* Pour une société de **citoyens libres et protégés** nous voulons :
— **perfectionner la garantie des droits de la personne** (introduction dans notre droit du principe de « l'habeas corpus » — réforme de la Cour de Sûreté de l'Etat).
— **renforcer les droits du citoyen face à l'administration.**
— **créer un délégué du Médiateur dans chaque département.**
— **développer les pouvoirs locaux.**
— **faire participer les citoyens à l'administration de leur commune** par la voie du référendum communal.
— **accroître la sécurité des Français**

* Pour **mettre le progrès économique au service de l'emploi** nous voulons :
— assurer un développement régulier de l'économie en recherchant une croissance la plus élevée possible, révisant le 7e plan, renforçant notre situation industrielle face à la concurrence internationale.
— réaliser une pause des **charges sociales et fiscales** qui freinent l'investissement et favorisent l'augmentation du coût des produits ou des services, payés par le consommateur. Certaines charges sociales doivent être budgétisées lorsqu'elles relèvent de la solidarité nationale et elles doivent être allégées pour les entreprises de main-d'œuvre.
— favoriser la **création d'entreprises** par un meilleur financement, revenir à la liberté des prix pour encourager une saine concurrence, poursuivre l'effort engagé par la loi d'orientation du **commerce et de l'artisanat** proposée par Jean ROYER en 1973, renforcer les **exploitations** agricoles par une loi-cadre qui garantira la progression du revenu des agriculteurs par un juste prix à la production et non par une assistance systématique et le remboursement des crédits de TVA, assouplir et régionaliser la politique **d'aménagement du territoire.**

* **Pour mettre la solidarité au service de la justice sociale,** nous voulons :
— mener une politique active de **l'emploi, e**n particulier en faveur des jeunes, accroître la **participation** dans l'entreprise
— maintenir le **niveau de vie** et élever les **revenus les plus modestes,** en particulier pour les personnes effectuant des travaux pénibles.
— favoriser **la famille** (progression du pouvoir d'achat des allocations familiales, statut social de la mère de famille).
— renforcer la **solidarité en faveur des personnes âgées,** (40 F par jour en 1979, gratuité des soins médicaux pour les personnes titulaires du minimum vieillesse, prise en compte des personnes âgées dans l'urbanisation, reversion à 70 % des pensions de veuves)
— pour les **anciens combattants,** réaliser en cinq ans le rattrapage du « rapport constant ».
— améliorer la **vie des femmes,** aménager la **durée du travail**
— permettre à chacun de détenir un **patrimoine,** renforcer la **justice fiscale** et **simplifier la fiscalité**
— revoir la loi d'indemnisation des **rapatriés** dès que les circonstances économiques le permettront.

* Pour **ELEVER LA QUALITE DE LA VIE,** nous voulons :
— appliquer la **charte nationale** pour la qualité de la vie, donner des **vacances** à tous les jeunes français, généraliser **l'éducation prescolaire** (maternelles en milieu rural pour lesquelles nous avons proposé un plan associant Etat, Région et Collectivités Locales), améliorer la **formation des maîtres,** adapter à ses missions **l'enseignement supérieur**, accroître l'aide financière aux **clubs et associations sportives,** favoriser **l'accès à la culture.**

* Pour le **NORD DE CE DEPARTEMENT,** nous agirons :
— en faveur de la **mise en voie rapide de la Nationale 766** qui nous paraît préférable au projet autoroutier parce que moins dégradante pour l'environnement et plus favorable au développement économique de l'ouest de la circonscription
— pour la création rapide des CES nécessaires à l'accueil des enfants du Nord de l'agglomération (CES Paul Valéry, CES supplémentaire pour le secteur LUYNES-FONDETTES), et la mise en place de petits CES mieux repartis géographiquement dans le reste de la région
— pour la construction d'une **maternité à TOURS NORD,** et l'aménagement d'un **Centre aéré** dans ce secteur
— pour la création de **petits ateliers en milieu rural,** pour éviter le départ des familles attirées par les centres urbains pour des raisons d'emploi
— pour une **régionalisation des aides à l'implantation des entreprises** afin de relancer les créations d'emploi dans le département.

Avec Simone CLEROUIN, ma suppléante, nous nous présentons avec le soutien de l'ensemble des partis de la majorité et celui, personnel, du Premier Ministre Raymond BARRE, parce que nous pensons que, profondément, les Françaises et les Français souhaitent l'**Union** des responsables politiques, afin qu'ils s'attachent à l'essentiel : soutenir l'action du Président de la République dans son œuvre de réforme et de progrès. Ayant surmonté les inévitables différences qui distinguent nos partenaires de la majorité, nous pensons aussi pouvoir plus facilement ouvrir le dialogue avec ceux qui, dans l'opposition, refusent au fond d'eux mêmes le dérapage incontrôlé de l'économie et la coupure de la France en deux.

Pour une France juste, plus humaine, plus fraternelle, nous vous demandons, Madame, Mademoiselle, Monsieur, de nous accorder votre confiance.

Jean DELANEAU
Candidat

Vu la suppléante :
Simone CLEROUIN

IMP. BOISTARD - REISSER CHATEAU - RENAULT